

DECISION N°2016-0439/ARCOP/ORAD

sur recours de INTERFACE contre les résultats provisoires de l'appel d'offres ouvert n°2016-03/MCRP/SG/ISTIC/DG du 20 juin 2016 pour les travaux de réfection des bâtiments de l'ISTIC (lot 01).

**L'ORGANE DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

Vu le décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

Vu le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ensemble ses modificatifs ;

Vu le décret n°2008-374/PRES/PM/MEF du 23 juillet 2008 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;

Sur recours par lettre en date 25 août 2016 de INTERFACE contre les résultats provisoires de l'appel d'offres ci-dessus cité (lot 01) ;

présidé par Monsieur Serge Louis Marie P. TOE, membre de l'Organe de règlement amiable des différends (ORAD) ;

en présence de :

-Monsieur Soumaïla BARRO membre de l'ORAD ;

-Monsieur Doudou DOUMBIA, membre de l'ORAD ;

-Messieurs Moïse BAKORBA et B. Adama OUEDRAOGO, assurant le secrétariat de l'ORAD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, Monsieur Achille W. OUEDRAOGO, Directeur de l'entreprise INTERFACE ;
- au titre de l'autorité contractante, Monsieur W. Eric KABORE, agent du service des marchés de l'ISTIC ;
- au titre de l'attributaire provisoire, Monsieur Zakaridja KABRE, Directeur technique de la société 3Z SARL ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que l'appel d'offres sus visé reste soumis aux dispositions du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ses modificatifs n°2012-123/PRES/PM/MEF du 02 mars 2012 et n°2013-1148/PRES/PM/MEF du 12 décembre 2013 ;

considérant qu'aux termes de l'article 28 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, l'ORAD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne les résultats provisoires de l'appel d'offres ouvert n°2016-03/MCRP/SG/ISTIC/DG du 20 juin 2016 pour les travaux de réfection des bâtiments de l'ISTIC (lot 01) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORAD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 30 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, « Tout candidat ou soumissionnaire s'estimant injustement évincé des procédures de passation de la commande publique, doit, avant de saisir l'ORAD, exercer un recours auprès de l'autorité contractante.

Ce recours est une demande écrite indiquant les références de la procédure de passation et exposant les motifs de sa réclamation. Il est adressé à l'autorité contractante avec accusé de réception ou déposé contre récépissé. Il doit invoquer une violation caractérisée des textes en la matière. Il doit être exercé dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution dans la revue de la commande publique, de la communication de la lettre d'invitation ou du dossier de demande de propositions.

L'autorité contractante est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de trois (03) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours.

En cas de rejet implicite, le requérant dispose de deux (02) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. En cas de notification d'une réponse de rejet, il dispose de cinq (05) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. »;

considérant que, par ailleurs, il ressort des dispositions de l'article 33 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, que la requête saisissant l'ORAD doit contenir entre autres éléments « la réponse écrite de rejet de l'autorité contractante » du recours préalable sous peine d'irrecevabilité ;

considérant que les résultats provisoires de l'appel d'offres ci-dessus cité ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°1862 du lundi 22 août 2016, et que le délai de recours préalable auprès de l'autorité contractante courait jusqu'au 25 août 2016 ; que INTERFACE a, par lettre en date du 23 août 2016, saisi la Directrice générale de l'ISTIC en vue d'exercer son recours préalable ; qu'en réponse, l'autorité contractante lui a adressé une lettre rejetant sa réclamation ; que cette lettre défavorable lui a été notifiée le 25 août 2016 ;

que si tant est que le requérant n'était pas satisfait, il disposait de cinq (05) jours ouvrables pour saisir l'ORAD en produisant « la réponse écrite de rejet de l'autorité contractante » ; que, cependant, il n'a satisfait à cette condition en saisissant l'ORAD par lettre en date du 25 août 2016 ; qu'en effet, si les délais sont respectés, il apparaît de l'instruction de l'affaire et de la composition de son dossier que INTERFACE n'a pas fourni la réponse de l'administration ;

qu'en conséquence, il y a lieu de dire que son recours est irrecevable pour défaut de production de la lettre de rejet de son recours préalable par l'ISTIC ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours de INTERFACE est irrecevable pour défaut de production de la lettre de rejet du recours préalable ;

-que l'appel d'offres sus visé reste soumis aux dispositions du décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 30 août 2016

Le Président de séance

Serge Louis Marie P. TOE